

Le Polonais Tusk est mis en danger par Varsovie

UE Les 28 hésitent à forcer la prolongation du président actuel du Conseil européen

- ▶ Le gouvernement polonais refuse la prolongation de Donald Tusk et propose un contre-candidat.
- ▶ Le cas échéant, les socialistes et les libéraux tenteront de ravir le poste.

Coutumière du fait, la Pologne dirigée par le parti ultra-conservateur Droit et Justice (PiS) vient de plonger les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE dans un sacré embarras, eux qui s'apprêtaient jeudi prochain à renouveler pour un second terme de deux ans et demi le mandat du Polonais Donald Tusk comme président du Conseil européen. Varsovie a en effet signifié officiellement samedi soir la présentation... d'un autre candidat à ce poste : Jacek Saryusz-Wolski, un euro-député du parti même qu'avait fondé Donald Tusk, la Plateforme civique, affiliée à la grande famille démocrate-chrétienne européenne (le PPE).

Il était de notoriété publique que le pouvoir polonais, concentré dans les mains du président du PiS Jaroslaw Kaczynski, ennemi intime de Donald Tusk, était défavorable à la prolongation de ce dernier à la tête du Conseil européen, et ce en dépit d'un très large consensus en sa faveur. Lors du dernier Conseil européen informel à La Valette (Malte) il y a un mois, Donald Tusk avait communiqué à ses collègues qu'à la demande de nombre d'entre eux, il était disponible pour poursuivre sa mission. Ce qui avait été interprété comme la quasi-certitude de son renouvellement. Mais samedi soir, confirmant une rumeur qui avait commencé à circuler lundi dernier (voir notre site plus.lesoir.be), le ministère des Affaires étrangères polonais publiait un communiqué proposant officiellement la candidature de M. Saryusz-Wolski, faisant suite à un refus du PiS de laisser la Pologne soutenir Tusk.

Chacun sait - à commencer par le gouvernement polonais et M. Saryusz-Wolski, vieux briscard polonais des af-

fares européennes - que ce dernier n'a aucune chance. Il est établi que le président du Conseil européen doit avoir lui-même été l'un d'eux. Or, M. Saryusz-Wolski n'a même jamais été ministre. Ensuite, le poste ne revient pas à la Pologne parce que c'est un Polonais qui l'occupe actuellement : en cas de retrait de Tusk, la rotation imposerait de choisir un président d'un autre Etat membre.

Mais chacun a compris que la nouvelle candidature avancée par Varsovie « est une provocation », comme l'indiquait au *Soir* une source haut placée. Une provocation qui pourrait quand même bien faire dérailler la prolongation de Tusk. Car cette source constate que « la situation créée par Varsovie constitue deux précédents extrêmement embarrassants ». C'est la première fois en effet qu'un gouvernement refuse officiellement la nomination à un haut poste européen d'un dirigeant issu de son pays.

C'est la première fois qu'un gouvernement refuse la nomination à un haut poste européen d'un dirigeant issu de son pays

Et c'est la première fois qu'un contre-candidat du même pays est avancé par ce gouvernement. « C'est un vrai problème de principe, et nombre de dirigeants hésitent à imposer Tusk de force au gouvernement polonais », confie cette source impliquée dans les contacts informels entre les 28.

La mobilisation en faveur de Donald Tusk n'est pas nulle toutefois. Lors du sommet de Malte, le président de la Commission Jean-Claude Juncker avait fait savoir aux chefs d'Etat ou de gouvernement qu'il trouvait inimaginable de céder à Varsovie. (Rappelons que la Pologne fait l'objet d'une procédure pour mise en danger de l'Etat de droit, entamée à son endroit par la Commission.) Joseph Daul, le président du Parti populaire européen auquel appartiennent tant Tusk, Juncker qu'Angela Merkel, a publiquement apporté son soutien à

Tusk, annonçant aussi qu'il convoquait le contre-candidat Saryusz-Wolski pour une séance d'explication. (Déjà exclu de

la Plateforme civique, il sera vraisemblablement du PPE.) Quant aux partenaires de la Pologne au sein du groupe de Visegrad (Tchéquie, Slovaquie et Hongrie), ils ont délicatement fait savoir qu'ils sont satisfaits de Tusk...

Il n'empêche : à trois jours du Conseil européen qui doit le renouveler ou lui désigner un successeur pour juin prochain, une alternative à Tusk est-elle imaginable ? « On ne peut exclure de surprise », soutient encore notre source, selon laquelle des candidats se tiennent en embuscade en cas de lâchage de Tusk. Qui ? François Hollande, dont le nom cité à Malte avait été démenti avec force par les diplomates français et l'Elysée, mais qui « l'envisage sérieusement », selon notre source. Il y a aussi Joseph Muscat, le Premier ministre maltais, qui en tant que dirigeant du pays qui assure la présidence tournante de l'UE mène justement les consultations sur le renouvellement de Tusk. « Il est socialiste aussi, mais il peut espérer le soutien de certains dirigeants PPE », précise notre informateur. Une famille socialiste qui, depuis le remplacement de Martin Schulz à la présidence du Parlement européen, s'estime en droit de revendiquer l'un des autres hauts postes européens.

Mais cette revendication serait aussi, le cas échéant, exprimée avec force par la famille libérale : celle-ci compte actuellement sept membres du Conseil européen - dont le trio beneluxien Michel Rutte et Bettel - soit plus que la famille démocrate-chrétienne qui monopolise aujourd'hui tous les postes. « Les libéraux auraient une carte à jouer qu'ils ne gâcheront certainement pas », croit savoir notre interlocuteur. Lequel précise que si l'opportunité se présentait, les libéraux pourraient avancer un ex-Premier ministre libéral, qui n'est pas actuellement chef de gouvernement. On en connaît un : l'ex-Premier ministre estonien Andrus Ansip, déjà en fonction à Bruxelles comme vice-président de la Commission européenne en charge du Marché unique numérique... ■

JUREK KUCZKIEWICZ